

# LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

## ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.  
Étranger : Un an 8 fr.  
10 centimes le numéro.

## RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN

Les Annonces sont reçues

A la Société générale de Publicité  
7, rue Drouot

## MOTIF D'ACTION

La doctrine socialiste n'est pas une doctrine d'expectative, de *far niente*. Si elle découvre dans la société moderne, toujours changeante, la plus grande partie des éléments nécessaires à une formation supérieure, si elle considère le collectivisme comme l'aboutissant le plus direct du capitalisme, il ne faut pas en conclure que « les événements prédits » s'accompliront d'eux-mêmes et que la bourgeoisie apportera délibérément au prolétariat les immenses moyens matériels de travail qui forment la base même de son régime d'exploitation.

Qu'on suive les routes parcourues par la classe dominante dans son développement, qu'on marque les étapes qu'elle a déjà franchies et on verra clairement que, si elle semble s'éloigner toujours davantage des notions directrices qui marquaient son point de départ historique, elle demeure cependant dans l'incapacité totale de réaliser le suprême enseignement, de franchir le dernier pas de l'évolution qu'elle a engagée. Un seul exemple : hier encore la concurrence était la grande loi ; chaque maître faisait produire *librement* dans les limites de son installation. Il n'y avait d'autre régulateur coercitif que la crise : concurrence, anarchie, crise, tels étaient les trois aspects dominants du marché. L'apreté, les périls croissants de la lutte poussèrent les capitalistes eux-mêmes à fuir leur loi d'opposition et à préparer des ententes. Depuis quinze ans surtout, nous avons assisté à des manifestations aussi nouvelles que caractéristiques dans ce sens. Les anciens projets de tarifs communs, de limitation éventuelle des forces productives, qui portaient une première atteinte — accidentelle et généralement éphémère — à l'esprit de concurrence, sont maintenant dépassés. Les syndicats de groupements se sont constitués, et sous leur vaste enveloppe, les industriels intéressés ont fait l'abandon de leur clientèle propre au profit du syndicat, élevé au rang de *vendeur unique*, ayant en outre souvent la charge de répartir les ordres au prorata des forces productives de chaque syndiqué et de régulariser, dans une certaine mesure, la production sur la demande.

Cette unification à la vente appelait comme conséquence l'unification systématique, hautement reconnue, de la production elle-même. Et alors on vit des fabricants, des usiniers, etc., transporter tous leurs droits à un comité, à un *Board of Trustees*, moyennant certificats leur assurant quote-part dans la valeur et dans les résultats de l'entreprise. Ainsi naquit le *Trust*.

Et aujourd'hui c'est chose courante de voir se conclure, se constituer des *alliances* internationales — alliances économiques bien autrement actives et vivaces que toutes les fameuses alliances diplomatiques — et rassemblant dans un même effort, dans une même action universelle, les établissements les mieux outillés, les plus avides d'adopter tous les progrès, faisant tomber définitivement les ceintures déjà si souvent profanées des nations et nouant ensemble ces liens rapidement vieillissants pour les faire flotter, selon les besoins, sur tous les parallèles et sur tous les méridiens, jusqu'à en encercler la terre.

Ici, comme partout, le monde capitaliste montre qu'il ne peut plus vivre que de ce qui devrait le faire mourir. Ici, comme partout, dans son développement le plus avancé, il prononce presque les paroles du « devenir » socialiste : il nous porte en vue du monde de demain ; disparition de la concurrence, abandon des procédés surannés, généralisation des moyens de travail les plus perfectionnés, échelle de produc-

tion établie suivant un plan concerté, entente internationale, etc.

Mais, dans sa course, il trouve un mur infranchissable. Sans se couper les jambes et rouler dans la carrière, il ne peut nulle part atteindre à la réalisation socialiste. Rivé à son régime d'exploitation, il ne peut le quitter sans se nier, sans se détruire lui-même. Il est enceinte d'un monde nouveau, mais il doit mourir le jour de l'accouchement, et il ne veut pas mourir. Or, il est incapable de guider jamais sa production sur les *besoins réels* de tous les hommes laborieux ; il continuera de la baser sur les *puissances d'achat* d'une partie des hommes ; il retardera l'alliance de ceux qui sont moins bien outillés, et il cherchera à les vaincre, à arrêter ou à réduire leurs efforts ; et si, par imprévu, toutes les branches du travail pouvaient un jour s'allier capitalistiquement dans un même tronc, l'arbre géant devrait être abattu parce qu'il resterait entaché du vice originel, parce que ses racines puiseraient toujours leur sève dans la chair de la classe laborieuse *exploitée*.

Aussi cette dernière classe ne doit attendre son salut que d'elle-même. Eclairée à la lumière de la doctrine socialiste, guidée par tous les enseignements des phénomènes économiques, elle doit donc se préparer sans trêve — par la propagande, par l'organisation, par la bataille de chaque jour — à la grande œuvre qui lui incombe et que seule elle peut réaliser : La socialisation de toutes les puissances matérielles de travail naturellement ou historiquement transmises, et, par elle, la libération définitive de tous les travailleurs.

ED. FORTIN.

*Conformément à la décision du Congrès de Montluçon, les Fédérations, Agglomérations et Groupes vont recevoir du Conseil National un premier Questionnaire auquel il importe qu'il soit répondu aussi complètement que possible.*

*Il s'agit de faire établir la situation exacte du Parti Ouvrier Français par le Parti lui-même, consulté dans tous ses éléments.*

*Les réponses devront être parvenues au Conseil, 5, rue Rodier, d'ici au 15 décembre au plus tard, pour que le résultat général de cette grande enquête puisse être porté avant la fin de l'année à la connaissance de tous les militants.*

*Les Groupes — fédérés ou non — qui n'auraient pas encore transmis au Conseil National le nom et l'adresse de leur secrétaire, sont priés de le faire au plus tôt, pour que le Questionnaire puisse leur être envoyé à temps.*

## LA SEMAINE

Après Kiel, Fachoda. La fameuse alliance qui faisait délirer nos patriotards n'aura épargné à notre patriotisme aucun genre d'humiliation.

De même, en effet, que c'était sur l'ordre du « grand ami » de Saint-Petersbourg qu'il a fallu envoyer les marins de la République crier : « Vive l'empereur allemand ! » dans les mers du Nord, c'est à l'école du tsarisme que, depuis des années, des gouvernants à la Hanotaux ont appris à tout faire pour nous aliéner l'Angleterre. La mission Marchand était le dernier tour joué par les Cosaques de nos Affaires Étrangères à « l'ennemie héréditaire » de la Russie. Et lorsque, à bout de patience, le Cabinet de Saint-James a montré les dents, mettant la France en présence d'un véritable ultimatum appuyé par la mobilisation de ses flottes, loin de remuer un doigt

pour nous tirer de la mauvaise posture dans laquelle ils nous avaient entraînés, nos bons alliés se sont « payés notre tête » ; tout ce qu'ils ont trouvé à nous envoyer, ce sont des félicitations pour avoir sagement battu en retraite et avoir su faire à temps les sacrifices d'amour-propre nécessaires.

Ce n'est certes pas nous qui blâmerons l'abandon de Fachoda signifié vendredi de la semaine dernière au gouvernement britannique. Mais, autant nous estimons que ce morceau de sable ou de marais ne valait pas non-seulement une guerre anglo-française qui eût été le pire des crimes contre la civilisation, mais les os d'un seul de nos *piovpiou* ; autant nous entendons rendre responsables de la reculade qui nous a été imposée, les criminels de lèse-patrie qui ont jeté la France dans le traquenard de la prétendue alliance russe.

Et si, au lieu d'une poignée d'élus, les socialistes étaient en majorité dans le Parlement, ce n'est pas demain, c'est aujourd'hui même que seraient décrétés d'accusation et frappés pour haute-trahison, depuis les Déroulède et les Millevoys jusqu'aux Hanotaux et aux Méline, tous ceux qui, à un titre quelconque, ont trempé dans une politique aussi mortelle à l'honneur qu'à l'argent du pays.

Le Motte de Tourcoing, Masurel, a été invalidé par la même Chambre qui avait validé le Masurel de Roubaix, Eugène Motte.

Grands patrons et millionnaires tous les deux, tous les deux candidats de l'Église et de l'État, il avaient l'un et l'autre, pour se faire élire, entassé plus de violences, de corruption et de mensonges que les abbés Lemire et Gayraud additionnés ne sauraient en bénir. Pas un attentat contre le suffrage universel qui, commis par celui-ci, ne l'ait été également par celui-là.

Comme Masurel, Motte avait répandu sans compter un argent « qui ne lui coûte guère » et acheté des voix avec la promesse de sa future indemnité. Comme Masurel — plus que lui — il avait reculé les bornes de la calomnie ou du faux patriotisme, allant jusqu'à dénoncer son adversaire comme « vendu » à l'étranger. Comme Masurel il avait placé ses milliers d'ouvriers entre la faim et l'abandon de leurs votes, et comme lui il les avait fait conduire « librement » au scrutin, sous la surveillance de leurs contre-maitres.

Mais voilà, si les procédés de ces deux frères siamois étaient les mêmes, il n'étaient pas employés contre les mêmes concurrents. Et ce qui, contre un bourgeois bourgeoisant comme Dron, était « monstrueux », d'une « énormité scandaleuse », « entachant pour toujours la moralité du suffrage universel » devenait, contre un socialiste comme Guesde, non seulement parfaitement légal et de droit commun, mais le dernier mot de la « loyauté » en matière d'élection.

M. Léon Guillemin a eu la franchise ou le cynisme — comme on voudra — de le déclarer à la tribune dans les termes suivants :

« On ne peut pas comparer les deux élections de Roubaix et de Tourcoing : l'une, celle de M. Motte, a été la lutte contre le collectivisme et contre son chef, M. Guesde ; dans la seconde, M. Dron, a eu deux concurrents : un rallié et un socialiste. Par conséquent, la lutte ne s'engageait pas de la même façon. »

Et la plus bourgeoise des Chambres a pu, par suite, sans se déjuger — en affirmant, au contraire, une fois de plus, sa haine du socialisme et du prolétariat — expulser le Masurel pour les mêmes agissements qui lui avaient fait ouvrir au Motte ses bras et le reste.

Les généraux, anciens ministres de la guerre, gouverneurs de Paris, etc., ont commencé à être interrogés par la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

Is se présentent en civils, à l'heure dite, attendent, plus civilement encore, d'être appelés, et répondent longuement à toutes les questions qu'il plait à la justice de leur poser. Le général Mercier, qui a été mis le premier sur la sellette, a même confié à un *interviewer* qu'il avait « pleine et entière confiance dans la clairvoyance patriotique des magistrats » instructeurs.

Où est le temps qu'un des mêmes surgalonnés s'écriait : « Puisque vous voulez aller jusqu'au bout avec vos jugements, nous irons, jusqu'au bout avec nos soldats ».

Il n'y a pourtant de cela que quelques jours.

Mais ces quelques jours auront suffi à leur persuader qu'« avec nos soldats » le « jus qu'au bout » comprend le mur de l'ancienne rue des Roziers.

L'Angleterre ne laissera pas toucher au droit d'asile. Elle a pu ne pas envoyer promener la monarchie de Savoie et sa conférence internationale contre les anarchistes, mais c'est tout.

Lord Salisbury, au banquet du Lord-maire a pris soin d'en aviser l'Europe gouvernementale dans des termes qui ne permettent aucune espérance à la « Troisième section » et aux autres polices, monarchiques et républicaines, en quête d'extraditions :

« Je me suis cru obligé de prévenir nos alliés, dont quelques-uns ont les mêmes obligations que nous, que nous étions trop liés « par des traditions sacrées en ce qui concerne la liberté de nos concitoyens pour que nous puissions sacrifier une seule parcelle de cette liberté, même pour une cause aussi sacrée et aussi désirable que la suppression de crimes odieux. »  
Hourrah pour la libre Angleterre !

A la séance du 4 novembre, notre ami A. Zévaès, au nom des élus du Parti Ouvrier Français, a déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi relative à l'inspection du travail, à son recrutement et à son fonctionnement.

Cette proposition, inscrite au premier rang de nos revendications immédiates et essentielles par notre Congrès de Montluçon, avait été déposée dans l'ancienne législature par J. Guesde, Chauvin, Couturier, etc.

Elle a été renvoyée à l'étude de la Commission du travail.

## LUI

Toujours lui, lui partout ! L'orateur irrépressible, le général improvisé, l'amiral... suisse, l'auteur de tableaux allégoriques, de cantates et de télégrammes ! Ou brûlante ou glacée, qu'il soit à Saint-Petersbourg ou à Jérusalem, sa voix porte... et transporte les reporters de journaux, qui ne veulent pas faire perdre à leurs lecteurs une syllabe, une perle tombée de la bouche de l'empereur d'Allemagne et du roi de Prusse, Guillaume II. Comme un de ses prédécesseurs sur le trône impérial allemand, il dit à la presse bourgeoise : « J'ai laissé tomber ce discours, ramassez ! » Et cette dernière ramasse, et amasse, car il y en a déjà une collection de ces discours sensationnels !

Toujours des flots, toujours des ondes ! L'oiseau fatigue en vain son inégal essor ! Qui pourra compter les phrases célèbres ; depuis celle du discours aux conscrits, leur recommandant de tuer leurs parents sans murmurer, au premier signal ; jusqu'à la menace de jeter les syndiqués et les grévistes dans les cachots les plus noirs ! Ce n'étaient pas assez des reporters bourgeois, ils ne suffisaient pas à la tâche aujourd'hui, les socialistes, qui ont toujours conservé une vague tendresse pour celui qu'ils appelaient jadis « le compagnon Guillaume », se mettent à la besogne et, emportés par leur zèle, ils dépassent de leur coup d'essai tous les reportages. En effet, jusqu'ici on était heureux de pouvoir imprimer le discours impérial le lendemain ; l'*Arbeiter-Zeitung*, le journal socialiste autrichien, a fait mieux : il l'a reproduit la veille !

Le 31 octobre, nos amis annonçaient au monde étonné : *l'empereur Guillaume va prononcer aujourd'hui à Jérusalem le discours suivant* :

« Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. Amen ! »

« A Jérusalem, la ville de Dieu, à l'endroit où notre seigneur Jésus-Christ a ac-

compli par ses souffrances amères et sa mort et sa triomphante résurrection, l'œuvre du salut, mes ancêtres, dormant dans la paix du Seigneur, voulaient bâtir une église, l'Eglise de la Réformation. »

Ces ancêtres sont : « Sa Majesté Frédéric-Guillaume IV, Guillaume-le-Grand, mon grand-père » ; mon père, l'empereur et roi Frédéric III (ici une simple mention suffit) ; et enfin « moi », l'empereur Allemand et le roi de Prusse, Guillaume II et ma chère épouse, la sérémissime impératrice et reine Augusta-Victoria, entourés des représentants de la Chrétienté évangélique et supportés par leurs prières, nous célébrons le dédicace de cette église. »

Et ce sermon touchant, par ce pasteur improvisé, se termine ainsi ; nous citons la fin qui ne manquera pas d'édifier à leur tour nos lecteurs socialistes, qui ont ceci de commun avec les Turcs qui assistaient à cette cérémonie, que c'est sur leurs têtes que le jeune empereur s'exerce, tandis qu'il se « paye » celles des bons bourgeois allemands :

« De la Jérusalem que nous voyons ici tournons nos regards vers la Jérusalem céleste, que le Sauveur du monde nous accorde de vivre de » telle sorte que nous puissions enfin entrer dans sa Jérusalem « afin de le remercier et de le prier éternellement. »

Notre confrère socialiste ajoute simplement cette remarque : « Quelle extase ! Quel enthousiasme ! Et dire que l'empereur Guillaume a pu noter cette sensation lorsqu'il était encore à Berlin et exprimer ainsi d'avance son émotion ! »

Notre ami oublie que c'est le propre du bon acteur de pouvoir se replacer à volonté dans la même situation et de croire toujours, comme on dit vulgairement « que c'est arrivé ». Or, l'empereur d'Allemagne, qu'il soit tour à tour général d'armée, compositeur, amiral, pasteur, reste toujours le même acteur, et éprouve toujours le même enthousiasme. Pour lui, comme pour Calchas, dans la farce célèbre, on peut dire avec précision : « A tel moment, l'empereur va bondir, c'est-à-dire faire un discours ». Et c'est ce qui fait le charme de cette intéressante personnalité.

Etant donnés les bons rapports qui existent maintenant entre les deux bourgeoisies, et la réconciliation que M. Paul Leroy-Beaulieu vient d'annoncer au monde, il n'est pas inutile que nos lecteurs se fassent une idée de leur futur souverain. Car, plus que le tsar, qui n'est pas « dans le mouvement » capitaliste, Guillaume II est le roi moderne selon le cœur des grands industriels... L'auteur du fameux discours contre les syndicats (qui n'était pas plus improvisé que celui que publie l'*Arbeiter-Zeitung*) épargne à la bourgeoisie jusqu'à la pudeur de faire des confessions.

A Eynhausen, il a mis son invincible armée et sa toute puissante magistrature au service des Krupp et des Stumm, pour réprimer toute tentative de grèves. En Turquie, il change de costumes comme Bilboquet ; tantôt on le voit prêchant aux Lieux saints, que lui a ouverts son allié, son frère d'armes, Abdul-Hamid ; tantôt commis-voyageur, faisant l'article pour les maisons allemandes. La bourgeoisie

est fatiguée d'entendre les orateurs socialistes ; vite une bonne loi à la Recke, et surtout une grande inquisition internationale, qui sortira de la conférence tenue en Italie. L'empereur va plus loin, dans son dévouement ; il consent à laisser menacer sa sacrée personne par des anarchistes imaginaires, que les consuls italiens se chargent d'inverner comme à Alexandrie.

En vérité, cet homme, toujours jeune, nous fait songer à Euphorion, le fils de Faust et d'Hélène dans le poème de Goethe, qui ne veut plus rester à terre et monte dans les nuages, tandis que la bourgeoisie capitaliste lui crie comme Faust : « Pas si vite, pas si vite, de la prudence ; reste dans la plaine dont tu fais le plus bel ornement ». Et pour compléter la scène, le chœur socialiste murmure dans le fond de la scène : « Bientôt, je le crains, se dissoudra cette union ! » Traduction poétique du dicton populaire. « Trop tendue, la corde casse ! »

BONNIER.

## GUERRE AUX SOCIALISTES

Si les ministres qui se succèdent exécutent tous, sur le fameux programme républicain, différentes variations, il est un air de flûte qu'on entend toujours — soit sur la scène, dès la présentation des fantoches du maroquin soit après, dans la coulisse...

M. Brisson, avant de plier sa serviette ministérielle, a bien eu soin de ne pas l'oublier, et M. Dupuy, fraîchement installé au pupitre, vient de lancer les premières notes.

Hier, notre sympathique ami, le citoyen Augé, maire de Roanne, suspendu de ses fonctions arbitrairement, était poursuivi devant le tribunal correctionnel, pour de prétendus outrages à un policier dans l'exercice de sa louche besogne. Selon la loi, le cas était grave, puisqu'il pouvait entraîner — le code aidant — la suppression des droits civils et politiques. C'était bien là le but cherché : dame ! quel coup de maître d'enlever, à tout jamais, aux forces socialistes de Roanne et au Parti Ouvrier, un représentant comme Augé ! Mais le cynisme a été poussé trop loin : les juges, pourtant si forts en cette matière, n'ont pas osé sanctionner par une pénalité en rapport avec la plainte, la canaillerie gouvernementale. Ils se sont contentés d'infliger une amende de 200 francs.

Tant pis pour M. Brisson. Les élus socialistes sauront se souvenir, si, quelque jour, sur les eaux ministérielles remonte cette épave du radicalisme banqueroutier.

\* \*

Et maintenant, voici M. Dupuy aux prises avec Carrette, l'énergique maire de Roubaix. Carrette est insulté publiquement par un fonctionnaire qu'il a révoqué autrefois pour mauvaise gestion et Carrette gifle l'insulteur. Un sous-brigadier accourt, bouscule Carrette. Il prend au collet et l'emmène au commissariat de police. Du commissariat de police, on le conduit au bureau de la mairie avec une escorte de trois agents et on lui fait parcourir 1,500 mètres, à pied, comme un vulgaire malfaiteur, tandis que le sous-brigadier, qui l'a arrêté, ne cesse pas de l'insulter et de le malmenier. Et voilà la façon dont sont traités les maires et les élus socialistes, dès

l'avènement au pouvoir de M. Dupuy ! Décidément, c'est toujours le même homme, celui qui ferma la Bourse du Travail et dirigea les assommades du quartier Latin.

Eh bien, M. Dupuy, les socialistes ne permettront pas que l'on use contre eux des violences policières réservées ordinairement aux escarpes et aux filous. Gardez vos agents et leurs bourrades et leurs cabriolets pour les bandits de la finance, si nombreux au pays de Carrette. Quant à vous, des aujourd'hui, les socialistes vous disent, comme aux bouledogues incongrus : « Bas, les pattes ! »

J. PHALIPPOU.

## PROPOSITION DE LOI

tendant à assurer à l'élément électif la majorité dans les commissions administratives des hospices et hôpitaux et des bureaux de bien-faisance.

PRÉSENTÉE

par Krauss, Bénézech, Cadenat, Carnaud, Dufour, Ferrero, Légitimus, Pastre, Sauvanet, A. Zévaès.

### EXPOSÉ DES MOTIFS

La loi du 16 vendémiaire an V, qui faisait administrer « les hospices civils » par les seuls délégués des municipalités, pouvait être trop exclusive. Elle avait le tort de ne faire aucune place, même de contrôle, à l'Etat qui, pour être un instrument de classe, n'en représente pas moins les intérêts collectifs et permanents de la nation.

Mais la loi du 5 août 1879, en composant en majorité de membres nommés par les préfets les commissions administratives des hospices et des bureaux de bien-faisance, a fait à son tour trop bon marché du droit des communes et de l'intérêt même des pauvres.

Ce sont les communes qui, en somme, fournissent la plus grosse part du budget de l'assistance publique et il n'est que juste que ce soient leurs élus, les hommes dans lesquels elles ont mis leur confiance qui aient le dernier mot dans l'emploi à faire de ces deniers d'origine communale.

Comment admettre, par exemple, que comme à Croix (Nord), alors qu'une commune a dépensé près de 80,000 francs pour la construction d'un hospice — qu'elle subventionne en outre de plusieurs milliers de francs par année — il lui faille subir, du fait de la majorité préfectorale, l'introduction dans son immeuble d'un personnel congréganiste repoussé par la population et ses représentants ?

Ce n'est pas ainsi, en piétinant la volonté des communes dans l'usage de leurs propres fonds, qu'on les amènera à s'imposer, au profit de la masse croissante des indigents, de nouveaux et nécessaires sacrifices.

Des municipalités, d'autre part, qui, se rendant compte des réformes exigées par tout notre service d'assistance, se sont mises vaillamment à l'œuvre, ont trop souvent vu leur initiative se briser contre la résistance de l'élément non élu. Témoin Roubaix où, pendant des années, il a été impossible, malgré les votes répétés du conseil, d'effectuer la distribution à domicile du pain-du-bureau de bien-faisance. Témoin Lille, où la sortie quotidienne des vieillards de l'hospice général et l'amélioration de leur régime alimentaire n'ont pu être qu'en partie obtenues et au prix d'un conflit qui dure depuis 1896. Témoin Roanne, où, par suite de la même opposition, il n'a pas été permis à la municipalité de se substituer à la police dans les enquêtes à faire et les renseignements à re-

cueillir sur les pauvres en instance de secours.

Pour ces raisons et pour d'autres, que nous ferons valoir devant la Chambre, nous croyons qu'il y a nécessité de modifier la composition des commissions administratives des bureaux de bien-faisance et des établissements hospitaliers en y assurant la majorité à l'élément électif ou communal.

Mais nous croyons encore autre chose : c'est que, en régime capitaliste, la classe ouvrière étant appelée à fournir l'immense majorité des assistés, il y a lieu de donner à cette assistance fatale le caractère de secours mutuels en faisant représenter directement les travailleurs dans toutes les commissions hospitalières.

A côté des représentants de la commune et de l'Etat — dans toutes les villes où les corps de métiers sont assez nombreux pour que la prud'homie ait dû y être organisée — nous demanderons à ce que siège un membre au moins élu par les électeurs ouvriers de toutes les catégories.

Et à l'appui de cette double conclusion, nous avons les municipalités de Lille, Roubaix, Marseille, Calais, Montluçon, Roanne, Cette, Croix, La Clotat, Commeny, Hellemmes, Marsillargues, Saint-Hyppolite-du-Fort, Huriel, Sainte-Savine et les minorités des conseils municipaux de Bordeaux, Lyon, Nantes, Toulouse, Grenoble, Montpellier, Agen, etc., qui nous ont chargé de déposer la proposition de loi suivante, délibérée et votée à l'unanimité dans leur conférence annuelle de septembre dernier :

### PROPOSITION DE LOI

Article premier. — L'article premier de la loi du 5 août est modifié ainsi qu'il suit :

Les commissions administratives, tant des hospices et hôpitaux que des bureaux de bien-faisance, sont composées du maire et de six membres, nommés pour quatre ans, moitié par le préfet et moitié par le conseil municipal.

Elles comprennent en outre — dans toutes les communes où il existe des conseils de prud'hommes — un membre élu par les électeurs ouvriers de toutes les catégories.

Art. 2. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

## FAITS ET CHIFFRES

De 399 millions en 1895 et de 399 millions 300 mille francs en 1896, le chiffre total de la production lyonnaise, étoffes unies, étoffes façonnées, tissus divers, crêpes, passementeries de soie, a atteint en 1897, 404 millions 950 mille francs.

C'est le chiffre le plus élevé qui ait encore été relevé.

Mais ce n'est pas le canut, le « pauvre canut » qui a profité de ce développement de l'industrie de la soie. « Comme les années précédentes — écrit l'*Economiste français* — la Chambre de commerce constate la diminution croissante des petits ateliers urbains. Les compagnons, c'est-à-dire les tisseurs partageant le produit de leur travail avec le chef d'atelier possesseur du métier, se déclinent en effet de plus en plus, et leur nombre, très considérable autrefois, ne dépasse peut-être pas aujourd'hui quelques centaines. Les cinq à six mille métiers, tout au plus, qui ont survécu à la transformation économique déterminée par l'émigration des métiers à bras dans les campagnes du Rhône, de l'Isère, de l'Ain, de Saône-et-Loire, de la Savoie, de la Haute-Savoie, etc., et par le développement incessant des grandes organisations mécaniques, ne représentent plus

4

## LE CAPITALISME

DANS

### L'Ancien et le Nouveau Monde

Quatre capitalistes (Van der Bilt, Gould, Mackay, Huntington) possèdent 49,867 kilom. de chemins de fer, leur rapportant plus que le revenu entier des lignes prussiennes.

Huntington dispose en outre de 11,714 kilom. de lignes de bateau à vapeur. Rockefeller, l'homme du trust du pétrole, possède 312 millions, jouit d'un revenu de 15 millions, soit 1,725 f. par heure, et a gagné cela en 25 années. Soixante-dix personnes possèdent ensemble 7,500 millions et mille autres riches une somme de 7,500 millions. La moitié de la fortune nationale est dans les mains de 25,000 riches.

Il y a dans les Etats-Unis 30,000 millionnaires, dont 10,000 à New-York seul (*Question Sociale*). Les six femmes les plus riches ont 34 millions de florins comme revenu.

Ils sont surtout devenus tout puissants par les trusts, syndicats de capitalistes qui ont pour but de limiter la production. La *Standard-Oil company* régit toute la production du pétrole et retire 500 o/o de dividende de son capital primitif. La *Reading-Railroad-Combination* possède toutes les mines de houille des Etats-Unis.

Un syndicat de Detroit-City possède les 4/5 de toutes les entreprises de coupes de bois, les « lumbers ». du lumberland Michigan. D'autres syndicats disposent de toutes les mines de sel du continent américain ou déterminent le prix du sucre, de l'acier, du cuivre (1).

Hutchison avait acheté en 1888, à Chicago, tout le froment disponible. En une semaine, le prix s'éleva de f. 2.60 à f. 5.00 par bushel, boisseau (mesure de 36 1/2 litres). Cet homme qui fit renaître les trop célèbres pactes, de famine d'avant la révolution française, gagna cinq millions de florins en un mois. Le trust du *jute-lin* fit monter le prix de 70 o/o et amena la chute de toutes les firmes similaires. Tout le réseau télégraphique qui dessert un pays de 60 millions est entre les mains d'un seul homme. Et le fluide électrique peut parcourir de l'est à l'ouest 4,500 milles sans se servir d'un autre fil que ceux de la « Western Union », qui appartient à Jay Gould.

La « *American-Meat-Company* » a un capital de 62,5 millions ; elle possède 16 million d'hectares et 425,000 têtes de bétail. C'est elle qui décide du prix que payeront 50 millions de personnes pour leur viande ! « En

(1) Les sociétés *Calumet* et *Hecla* s'unirent en 1873. A partir de cette année et jusqu'en 1888, avec un capital de 6 1/4 millions, elles distribuèrent 59 millions de dividendes. En 1888, le bénéfice fut de 150 o/o. Les frais d'extraction du cuivre à la mine coûtent 10 cent. ; livré à New-York, ce cuivre coûte 15 cent. le livre. Cependant le trust fixe le prix à 44 cent., c'est-à-dire à un prix trois fois plus élevé !

janvier, quand les cours d'eau sont pris par la glace, pas un boisseau de froment ne saurait partir de Chicago sans le consentement d'un nouveau genre de conquérants : les rois du chemin de fer » (Lawrence).

Après les *trust* (1) se forment les *rings* (2) puissantes organisations qui se livrent à une scandaleuse exploitation du peuple et de l'Etat. A la tête du ring, on trouve le « boss » (3) dont l'autorité ressemble complètement à celle de ces « tyrans » que l'histoire de la Grèce nous a appris à connaître.

Par la corruption et la violence, il a acquis une puissance égale, si pas plus grande, à celle d'un monarque. Il a, comme les empereurs romains, des mercenaires — entre autres les bandes de Pinkertons — pour veiller à sa sécurité personnelle. Malgré le suffrage universel, il est le véritable souverain par la puissance de l'or. Ces rois américains disposent du bonheur ou du malheur de millions d'êtres, ont dans l'Etat une puissance qui mène à la démolition générale, et ils ont déshonoré les noms de République et de démocratie.

Et leurs richesses s'accroissent encore chaque jour, deviennent toujours plus formidables en même temps que grandissent leur puissance et leur luxe.

(1) Trust : association de capitalistes pour la production.

(2) Ring : union des capitalistes dans un but spécial, ou pour une spéculation.

(3) Boss : En flamand *baus*, maître, propriétaire.

Leurs gaspillages ne connaissent plus de bornes :

Les barons du chemin de fer roulent dans des coupés de 40 à 150,000 fl. ou naviguent dans des yachts de 115,000 fl. ; H. Harguant acheta un piano de 120,000 fl. A. Mitchell, un fleur de 2,500 fl. ; à une vente d'orchidées, on dépensa 1,500,000 fl. ; Van der Bilt possède 2,500,000 tableaux ; il a distribué 125,000 fl. aux fiançailles de sa nièce ; sa femme était parée d'un collier de perles de 125,000 fl. Madame Stenford possède 2,500,000 fl. de diamants et porte des chemises de 500 fl. Les dentelles dont fut orné le berceau du petit-fils de Jay Gould coûtaient 37,000 fl. Son petit chien porte un collier en saphirs. M. Winans acheta en Ecosse le droit de chasse sur 92,000 hectares de terre et paye annuellement 300,000 fl. pour avoir le droit d'en faire un désert, tandis que les Ecossais doivent abandonner leurs terres pour faire place aux cerfs. La chambre de bain de Garret a coûté 2 millions 1/2 de florins. Mad. Bradley Martin donna à New-York une fête où se trouvaient des toilettes pour 50,000,000 florins ; elle seule en portait pour 7,600,000.

La prochaine révolution pourrait être terrible dans ce pays !

H. VAN KOL.

FIN

qu'une fraction très secondaire de la production de la fabrique lyonnaise. Les cinquante mille métiers à la main disséminés dans les départements voisins jusqu'à 100 kilomètres à la ronde, les vingt-huit mille métiers mécaniques répartis dans ces mêmes départements représentent aujourd'hui les dix-neuf vingtièmes de la production des soieries lyonnaises, et, de plus en plus, le tissage automatique élargit son domaine d'activité.

## Le Socialisme au Jour le Jour<sup>1</sup>

Sous ce titre, les éditeurs Giard et Brière publient en un volume les articles que Jules Guesde donna au *Cri du Peuple*, de 1884 à 1886. Je viens de lire et de relire ces pages, écrites il y a quatorze ans, et qui resteront frémissantes de vie aussi longtemps que se prolongera le régime capitaliste. Plus tard, lorsque les générations affranchies, chercheront dans l'histoire les étapes décisives de l'humanité vers son harmonie et son bonheur, elles y trouveront le témoignage de la première conscience profonde de la guerre de classe. Chaque chapitre, en effet, livre bataille avec un irrésistible assaut de démonstrations violentes ou sarcastiques, cinglantes ou dédaigneuses, mais toujours nettes, définitives, irréfutées. Dans la dénonciation quotidienne des vols et des crimes permanents de la propriété individuelle, des scélératesses du pouvoir, de la solidarité parfois honteuse et néanmoins secrètement étroite des fractions diverses de la bourgeoisie, des diversions périlleuses ou des traquenards grossiers — l'apreté de la forme trahit seule les indignations, les colères et les dégoûts du grand semeur en terre française de la doctrine socialiste. Une logique inflexible, impérieusement dominatrice, régit toute l'argumentation et, jusque dans l'ardeur des plus passionnants combats où la charge des phrases et la mitraille des mots ripostent aux coups de force, défient, blessent et tuent l'ennemi, il n'est pas une ligne, pas une épithète qui ne contienne ou ne reflète l'idée libératrice.

C'est mieux que l'évocation de deux années d'implacable lutte, c'est la lutte même, qui longtemps se poursuivra avec ses illustrations coutumières, en pleine actualité, en pleine souffrance, à travers les grèves, les violations de libertés, les hypocrisies radicales, les condamnations iniques, les réactions sauvages et l'inlassable effort de l'armée, sans cesse accrue, du salariat pour briser ses chaînes. Et c'est aussi, dans la tourmente de l'action, sous le feu des troupes complices et serves du capital, quelle que soit l'intensité de l'orage, du danger, de l'oppression, la perpétuelle enquête sur tous les événements d'ordre politique et économique « la mise à la question » des faits « pour les obliger à témoigner et à conclure contre la nouvelle féodalité financière, industrielle, commerciale, qu'il s'agit d'envoyer rejoindre — et par les mêmes procédés — dans la fosse commune de l'histoire, l'ancienne féodalité de la terre et de l'épée. »

Sous cinq subdivisions génériques : *Propriété et profits capitalistes, Autour d'une grève, Leurs remèdes, La solution, Varia*, ces deux années de propagande par la plume — tandis que simultanément s'étendait la propagande par la parole et se parachevait l'organisation du Parti — gardent une étonnante unité dans l'enchaînement normal de la critique et la rigueur scientifique des déductions. La société capitaliste s'étale avec ses tares, son anarchie, ses exactions, ses meurtres, toute sa monstruosité de régime condamné par la nouvelle phase de la civilisation et ne se maintenant que par la ruse et la violence. Cyniques ou niais, des défenseurs de la classe possédante et exploitrice tentent la justification du salariat, invoquent un joug plus rude, des lois plus féroces, des saboteurs plus impatients, des fusilleries plus expéditives ou des combinaisons chimériques ne pouvant avoir d'autres conséquences que d'aggraver la détresse du prolétariat, de le détourner de son salut, de lui montrer qu'il ne saurait s'évader de son enfer. La grève de Decazeville où toutes les garanties de justice furent piétinées sans que nul « libéral » ni nul lettré s'émût, avec les arrestations, les coups de force, l'armée au service du grand patronat, la magistrature au service de l'arbitraire gouvernemental, c'est l'histoire vivante, saignée, de tous les conflits ouvriers contre la domination et la rapacité capitaliste.

Il faut relire le hautain défi de Jules Guesde reprenant à son compte dans le *Cri du Peuple* la phrase reprochée à Soubrié — aussitôt arrêté, enchaîné, emprisonné — et méditer les injures qui accueillirent de toutes parts ce rappel au droit « méconnu », à la justice « profanée ». A cette heure, il convient de souligner, en passant, qu'à l'égard des humbles, des misérables, des souffrants, des éternels exploités et opprimés, la bourgeoisie ne compte jamais que des bourreaux et de zélés valets de bourreaux ; — non, certes, pour que le prolétariat règle son attitude sur les iniquités, les turpitudes, les haines et les lâchetés qu'il subit. Il est mieux qu'un parti et ignore

les dégradantes représailles étrangères à son but et contradictoire à sa mission. Il contient, résume, incarne la société d'universelle fraternité de l'avenir. Aussi encore humilié, asservi, dans les fers, sauvegarde-t-il seul, avec les sentiments les plus nobles de l'humanité, des conquêtes séculaires de la civilisation, donnant ainsi un suprême gage de la fierté de sa conscience et de l'harmonie de ses principes.

En cent lignes, Jules Guesde fait successivement justice des billevesées et des duperies écloses dans les cerveaux de prétendus philanthropes ou de fourbes hommes d'Etat. Aussitôt le « remède » au mal social énoncé, il l'analyse, le dissèque et démontre scientifiquement l'inanité ou la canaillerie de la pseudo-réforme. Les pièges à travailleurs déjà en plein fonctionnement, comme la mystification du droit syndical, hautement dénié aux uns et toujours confisqué aux autres, la participation apparente aux bénéfices, les sociétés de secours mutuels entre meurtres-de-faim, sont, en quelques phrases, dépouillés de leur clinquant, de leurs oripeaux de parade et, traînés en plein soleil, soumis au contrôle et à l'examen, révèlent leur action honteuse et la pensée de lucre ou de domination qui les inspira. Puis, après ces exécutions rapides, la solution se dégage dans son ampleur, sa force, sa beauté, sa logique invincible, appuyée sur toute l'histoire du monde.

C'est enfin le livre où tous les militants peuvent suivre, d'un regard attentif, les développements de la conception socialiste et l'application constante dans la tactique même de nos théories essentielles. Or, il n'est pas de meilleur guide pour la lutte d'aujourd'hui et de demain, que la rectitude de notre tir dans le passé. Au cours des incidents, des crises, des flambées de passions qui surgissent inévitablement dans l'évolution historique, ils se dégageront des contingences troublantes en se reportant à la sûre méthode qui permit à Jules Guesde de ne jamais s'attarder sur la rude voie ascendante qui conduit à l'aboutissant direct de tant de siècles de travail, de douleur et de misère. Les exemples et les leçons des phases révolues ne doivent pas, un seul instant, s'effacer de nos mémoires, et lorsque le *Socialisme au Jour le Jour* comprendra toutes les campagnes et la pensée intégrale de notre grand éducateur, le Parti possèdera le contrôle définitif de son principe et de son action avec le gage de sa victoire totale par la succession de ses victoires partielles. Dès maintenant, les milliers de camarades, qui étendent et continuent le noble combat auquel Jules Guesde a consacré tout ce qu'il y avait en lui de puissance intellectuelle et physique, trouveront dans ces pages, non-seulement le réconfort aux soirs de lassitude, la claire conscience de leur devoir, d'abondantes munitions pour la bataille, mais encore le secret de nos forces grandissantes et du triomphe final qu'il leur appartient d'assurer.

GABRIEL BERTRAND.

## AU SECOURS

Pour les Réfugiés socialistes d'Espagne et d'Italie

F. M. . . . .	0.50
S. M. . . . .	0.50
H. H. . . . .	1 »
Liste précédente . .	86.50
Total . . . . .	88 50

## LE PARTI OUVRIER

### EN FRANCE

#### Paris

Le Congrès de la Fédération des ouvriers et ouvrières des manufactures de tabacs, dont nous avons parlé dans notre précédent numéro, a terminé ses travaux le 5 novembre.

Le 6 courant, il a donné une grande réunion publique à la Bourse du Travail et un banquet suivi de bal, dans les salons du Parc-Maury, au Point-du-Jour.

Notre ami Dufour, député de l'Indre, représentait le Parti à la conférence et au banquet, qui, l'un et l'autre, ont obtenu le plus vif succès.

— Le Cercle collectiviste du III<sup>e</sup> arrondissement, organise une grande réunion publique contradictoire pour le mercredi 16 novembre, à 8 heures et demie du soir, salle Léger, 108, rue du Temple. Orateurs inscrits : Gabriel Bertrand, Docteur Clauzel, Foucher, Géva.

— Samedi 12 novembre, au Salon du Printemps, 72, boulevard de Picpus, aura lieu une conférence publique, dans le but de constituer une section socialiste des ouvriers italiens résidant à Paris.

Les orateurs inscrits sont les citoyens : Pescetti, député socialiste italien ; Alfred Frilli, professeur et Alfani, avocat.

Les camarades français pourront prendre la parole.

#### Calais

Le scrutin du 6 novembre, aux élections municipales complémentaires, a complété la victoire du premier tour.

Sur cinq ballottages, quatre sont favorables aux candidats présentés (dans la troisième section), par la section Calaisienne du Parti, les citoyens Beaugrand, Brément, Devillers et Tartare, qui obtiennent 941, 937, 966 et 944 voix.

La mairie, déjà gagnée au premier tour, est donc définitivement acquise par ce second tour. La plus grande cité du Pas-de-Calais reste donc une forteresse inexpugnable du Parti Ouvrier Français.

#### Narbonne

Les citoyens Ferroul, membre du Conseil National du Parti et Cros-Bonnel, élus conseillers municipaux aux élections complémentaires que nous avons signalées, adressent dans les termes suivants leur démission aux électeurs de Narbonne :

« Nous ne saurions accepter de siéger au sein d'une assemblée dont la plupart des membres sont compromis dans les fraudes électorales des 8 et 22 mai dernier.

« En conséquence, nous nous démettons des fonctions que vous nous avez fait l'honneur de nous confier.

Citoyens,

« Nos adversaires prétendent avoir la majorité dans notre ville.

« Qu'ils fassent, s'ils l'osent, un nouvel appel au suffrage universel ; qu'ils nous opposent des concurrents et, si les urnes sont loyalement tenues, il faudra bien qu'ils se courbent devant l'écrasante vérité.

« C'est au jour de cette nouvelle consultation que nous leur donnons rendez-vous. »

#### Myennes

Nous recevons du Syndicat des ouvriers potiers de Myennes et Bonny, la communication suivante :

Depuis le 10 août, les ouvriers potiers de Myennes (Nièvre) Neuvy et Bonny (Loiret) sont en grève.

Les patrons de ces fabriques ont, à la suite d'une entente faite entre eux, appliqué de nouveaux tarifs avec un rabais variant de 20 à 50 pour cent.

En présence de cette iniquité, les ouvriers des quatre fabriques ne pouvant plus gagner le strict nécessaire pour la subsistance de leurs familles, ont cessé le travail et se sont formés en syndicat pour la défense de leurs intérêts.

Ce désaccord entre patrons et ouvriers se prolongeant, M. le juge de paix de Cosne tenta une entrevue entre les patrons et une délégation ouvrière.

Cette séance eut lieu le 27 août et n'eut aucun résultat. Il devait y avoir une autre séance le soir du même jour afin de tenter un rapprochement convenable, mais les patrons, cette fois, ne voulant pas déborder de leurs tarifs les plus réduits, et voulant se soustraire à un arbitrage, ont envoyé une lettre à M. le juge de paix, déclarant ne pas accepter l'accord avec la délégation ouvrière et lui.

Alors les ouvriers se sont réunis à nouveau et ont déclaré continuer la grève en jurant qu'en présence de cet acte arbitraire et de tels procédés, ils soutiendront leurs droits avec la plus énergique résolution.

Depuis ce temps, la grève continue et les ouvriers potiers de Myennes, Neuvy et Bonny ont à féliciter leurs frères travailleurs de l'esprit de solidarité dont ils font preuve.

Les grévistes lutteront jusqu'à entière satisfaction et ils comptent que le Prolétariat ne les abandonnera point dans cette lutte.

#### Troyes

Le mouvement ouvrier, loin d'être arrêté par toutes les manœuvres de ses adversaires et les procès qu'on tente au *Réveil des Travailleurs de l'Aube*, ne fait au contraire que s'étendre et grandir. On a voulu supprimer l'organe du Parti par toutes sortes de menaces et de poursuites correctionnelles, mais on est loin d'avoir réussi.

L'imprimerie ouvrière érée par Société coopérative à la Maison du Peuple est en pleine prospérité.

Le 20 novembre prochain aura lieu une élection au Conseil des prud'hommes et il est certain que le candidat présenté par les syndicats de la bonneterie sera élu.

Que nos ennemis de classe continuent leurs attaques : ils ne font que fortifier l'œuvre entreprise par les socialistes et le Parti Ouvrier.

#### Emmerin

Dimanche, à la maison du Peuple, nos amis Siauve-Evausy et Devraigne ont fait devant trois cents citoyens une conférence très applaudie sur l'organisation syndicale et politique du prolétariat.

Avant la conférence, s'était tenu une réunion des délégués du Comité cantonal d'Haubourdin, dans laquelle d'importantes décisions ont été prises pour le développement du Parti Ouvrier dans toutes les communes du canton.

#### Le Boucau

La Fédération républicaine socialiste de la première circonscription de Bayonne, adhérente au Parti Ouvrier Français, a, dans son assemblée générale du 6 novembre, voté à l'unanimité un ordre du jour motivé contre le projet de loi Traïeux, les manœuvres de l'Etat-Major et des Césariens, et en faveur d'une union toujours plus étroite entre toutes les forces ouvrières et socialistes.

La Fédération proteste en outre, contre la présence dans le ministère du réactionnaire Legrand, décide d'organiser dans la région des conférences pour lesquelles elle fait appel aux orateurs du Parti et se déclare prête à toute éventualité : « Ses membres sauront user de tous les moyens pour faire aboutir, par l'avènement de la République socialiste, les justes droits du peuple ouvrier et paysan ».

#### Perpignan

Le groupe du Parti Ouvrier Français (Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales), réuni le dimanche 6 novembre, s'est préoccupé des dangers que pourraient faire courir à l'établissement républicain les agités du nationalisme, et, heureux d'avoir vu les socialistes parisiens se former en faisceau compact pour barrer la route à la réaction militaire, il s'engage à user de tous les moyens en son pouvoir pour défendre la République contre tous les assauts des cléricaux et des Césariens.

#### Saint-Eloy

Le Parti Ouvrier de Saint-Eloy avait organisé une réunion publique, salle de la mairie, avec le concours du camarade Constans, de Montluçon.

Il s'agissait de protester contre l'accaparement de toute la vallée de la Boule par une seule compagnie devenue maîtresse du travail de tous les mineurs de la région.

Tout en dénonçant ce péril qui est double, menaçant à la fois les ouvriers et les petits commerçants, le citoyen Constans a fait admirablement ressortir son caractère de nécessité. Cet accaparement minier n'est qu'une des phases de la concentration capitaliste, que rien ne saurait arrêter, et au bout de laquelle est la reprise par la société de tous les moyens de production et d'échange, condition indispensable de l'affranchissement du travail.

Un ordre du jour dans ce sens a été, après quelques paroles des citoyens Moreau et Merigot, voté à l'unanimité.

#### Le Cateau

Les militants de la 2<sup>e</sup> circonscription de Cambrai, au nombre d'une cinquantaine se sont réunis en Congrès le 6 courant. Etaient représentées, quarante communes sur cinquante-deux.

Sous la présidence du camarade Fiévet, assisté de Dewingh, Prévost et Winckel, d'importantes mesures ont été prises en vue de l'organisation socialiste de la région.

Avant de se séparer, les congressistes ont à l'unanimité adopté l'ordre du jour suivant :

« Les délégués socialistes de la 2<sup>e</sup> circonscription de Cambrai, réunis le 6 novembre, chez le citoyen Carlin, au Cateau :

« En présence des coalitions bourgeoises formées partout, sous quelque titre que ce soit, dans le but tantôt sous-entendu, tantôt déclaré de combattre le socialisme ;

« Décident de former une Ligue de propagande socialiste qui aura pour mission de répandre nos doctrines dans toutes les communes de la circonscription, d'y provoquer la création de groupes et de rassembler sous un même drapeau tous les socialistes de nos trois cantons ; que cette Ligue adhère au Parti Ouvrier Français.

Chacun des socialistes présents s'engage à faire de la propagande pour que cette Ligue devienne nombreuse afin que, dans le délai le plus prochain possible, le prolétariat organisé en parti de classe conquière les pouvoirs publics dans notre circonscription.

« Vive la République sociale ! »

#### Vitry-sur-Seine

Samedi 5 novembre, le groupe socialiste « l'Egalité », de Port-à-l'Anglais, avait organisé une réunion publique et contradictoire avec le concours des citoyens Guesde et Phalippou, qui, aux applaudissements de tous, ont développé la doctrine collectiviste du Parti Ouvrier Français. Le citoyen Fix, dernièrement élu conseiller municipal, présidait.

Après quelques paroles des citoyens Martin et Roussel, maire d'Ivry, un ordre du jour, présenté par le citoyen Pedron, approuvant le programme socialiste et l'organisation du Parti, a été voté à l'unanimité.

Cette belle soirée s'est terminée par les chants de la *Carmagnole* et de l'*Internationale* et par la remise de l'écharpe d'adjoint — gracieusement offerte par deux citoyennes — au dévoué camarade Boillot, tout récemment nommé.

#### Vincennes

Samedi dernier, le groupe d'union socialiste de Vincennes (adhérent à la Fédération de la région parisienne du Parti Ouvrier Français), a donné, salle Hulin, une conférence publique et contradictoire, qui réunissait environ 500 auditeurs et que présidait notre ami Patalier, conseiller municipal.

Tout à tour les citoyens G. Maillet, membre du Comité fédéral, Pédron, délégué du Conseil national du Parti et M. Zévaes, député de l'Isère, ont pris la parole et développé le programme intégral du Parti Ouvrier Français.

Après l'intervention d'un contradicteur bourgeois, qui vient combattre la solution collectiviste et que Zévaes exécute aux applaudissements unanimes de l'auditoire, un ordre du jour est voté à l'unanimité, félicitant les ora-

(1) Un fort volume de 500 pages, édité chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot, et en vente aux bureaux du *Socialiste*, 5, rue Rodier. Prix, 2 fr. 50, pour les groupes et les membres du Parti et 3 francs franco par la poste.

feurs et réclamant la doctrine et la tactique du Parti.

**Grenoble**

La conférence de nos amis Andréa Costa et Anthelme Simond avait attiré plus de mille citoyens, dont un grand nombre de camarades italiens.

Elle a eu lieu avec un plein succès, sous la présidence du citoyen Girard, assisté des citoyens Picardi, Ribaux et Dognin.

Andréa Costa s'est exprimé en italien et a ensuite traduit lui-même son discours en français. Il a été très applaudi, ainsi que Simond, et c'est à l'unanimité qu'a été voté un ordre du jour affirmant la solidarité internationale des travailleurs et acclamant la République sociale universelle.

Une collecte faite à la sortie a produit 16 fr. 65 qui ont été versés au vaillant organe de la Fédération de l'Isère, le *Droit du Peuple*.

Samedi dernier, le groupe d'études sociales de Vienne avait organisé au théâtre une conférence publique qui a été un véritable succès. Tour à tour, ont pris la parole les citoyens Anthelme Simond, secrétaire général de la Fédération républicaine socialiste du Rhône; Nachury, de la Bourse du Travail de Lyon, etc.

Après ceux du Var, de la Marne, des Bouches-du-Rhône, etc., le Conseil général du département de l'Isère a adopté — dans les termes mêmes rédigés par le Conseil national du Parti Ouvrier Français — le vœu relatif au service de deux ans, proposé à cette assemblée par un conseiller général radical. Une nouvelle fois, nous constatons que nos adversaires eux-mêmes sont obligés de nous emprunter les articles de notre programme ou les revendications de notre Parti. C'est une nouvelle preuve de leur bien-fondé.

Le groupe du Parti est définitivement constitué dans la commune des Abrets (canton du Pont-de-Beauvoisin, arrondissement de la Tour-du-Pin). Une conférence sera faite en janvier aux Abrets par notre camarade A. Zévaës.

**Marseille**

Samedi dernier 5 novembre, a eu lieu, salle Juvénal, aux Chartreux, la conférence donnée par notre ami Andréa Costa.

Plus de mille citoyennes et citoyens se pressaient dans la salle Juvénal, et l'arrivée du vaillant député socialiste italien fait l'objet d'une longue ovation. Toutes les mains se tendent vers lui.

Le citoyen Clément Lévy est nommé président; assesseurs, les citoyens Léger père et Flament; secrétaire, Gavary, conseiller d'arrondissement.

La conférence de Costa a été sans cesse entrecoupée par d'enthousiastes acclamations, et l'ordre du jour suivant est voté à l'unanimité:

« Les socialistes révolutionnaires réunis à Marseille le 5 novembre, après avoir entendu les éloquentes paroles du citoyen Andréa Costa, déclarent que, malgré les excitations de la classe bourgeoise. Ils resteront unis et marcheront la main dans la main pour la défense des libertés, pour l'affranchissement du prolétariat, pour la Révolution sociale et internationale. »

Lundi soir, un punch d'honneur a été offert à Andréa Costa, à la brasserie des Palmiers, cours Belzunce.

**Aix**

Le troisième Congrès annuel de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône (dont les groupes sont en majorité adhérents au Parti Ouvrier Français) s'est réunie à Aix dimanche 30 octobre.

Ouvert par le citoyen Bicat, secrétaire de la Fédération, le Congrès a tenu deux séances, sous la présidence du citoyen Bernard Cadenat, qui, avec le citoyen Carnaud, représentait au Congrès le Conseil national du Parti.

De nombreuses questions relatives à l'organisation de la propagande dans le département ont été abordées et longuement discutées.

Un débat s'est aussi engagé sur l'agitation menée autour des scandales de l'affaire Dreyfus; les explications fournies sur ce point par nos amis Carnaud et B. Cadenat en indiquant l'attitude prise par le Parti Ouvrier ont été pleinement approuvées.

Après le Congrès, une réunion publique et contradictoire a été donnée avec le plus vif succès par les deux députés socialistes des Bouches-du-Rhône. Le bureau de la réunion était constitué par les citoyens Olive, président, Raquin et Chaopin, assesseurs.

**Sauternes — Fargues**

Dimanche 31 octobre, notre ami Londex faisait à La Font-de-la-Doux une réunion devant deux cents citoyennes et citoyens. Le programme du Parti a été développé au milieu des applaudissements. Comme conséquence, un groupe a été immédiatement constitué dans ce quartier très important de la commune de Sauternes.

Continuant sa tournée, notre ami était le dimanche 6 novembre à Fargues, commune mi agricole, mi industrielle. Là encore, les théories socialistes ont reçu un accueil des plus chaleureux et la soirée s'est terminée par la création d'un nouveau groupe du Parti qui a été baptisé au chant de l'Internationale.

D'autres groupements sont en formation dans toute la région Bazadaise.

**A L'ÉTRANGER**

**Allemagne**

Nos amis d'au-delà des Vosges sont prêts à repousser l'attaque des forces combinées de la bourgeoisie et du gouvernement; ils ont compris le sens du discours de l'empereur contre les syndicats et ont mis à profit le délai qui leur était donné. Politiquement parlant, dans les élections du Landtag, par le secours qu'ils ont prêté aux radicaux, ils ont empêché une majorité réactionnaire de se former. Mais c'est surtout du côté de l'Italie qu'ils regardent; c'est de là que vient l'orage, qui menace non-seulement les socialistes en Allemagne, mais sur tout le continent. La conférence, dont l'attentat sur la personne de l'impératrice d'Autriche, aujourd'hui profondément oubliée, a été le prétexte; la conspiration de l'Internationale Noire, qui voudrait étendre son filet sur les deux seules nations restées libres, la Suisse et l'Angleterre: voilà ce que le *Worwaerts* a dénoncé. La Suisse entrera-t-elle dans la conspiration, abandonnera-t-elle son droit d'asile? Voilà toute la question.

Un de nos amis, Otto Lang, magistrat à Zurich, vient de publier une brochure qui a fait sensation; le titre en est: *Contre la police politique*. L'auteur fait remarquer avec raison la froideur avec laquelle les gouvernements ont répondu à l'invitation faite par la Suisse de prendre part à une conférence internationale en faveur de lois protectrices du travail. Le gouvernement allemand a répondu qu'il ne considérait pas cette proposition comme ayant chance de succès; l'Autriche dit de son côté, qu'en raison des différences des législations dans chaque pays, elle ne croit pas à la possibilité d'une entente; enfin, l'Angleterre répond sèchement que le plan ne lui paraît pas pratique.

Mais quand il s'agit de police internationale, d'espionnage, d'agents provocateurs, tous les gouvernements sont d'accord contre les socialistes, et, comme le dit spirituellement le *Worwaerts*, la devise de l'Europe capitaliste aujourd'hui est « Policiers de tous les pays, unissez-vous! »

Mais la lutte ne commencera qu'à la rentrée du parlement allemand, et pour cela on attend le retour de l'empereur de sa tournée commerciale et religieuse en Orient.

**Angleterre**

On peut dire aujourd'hui, après la déclaration Dupuy et le discours de lord Salisbury au Guild-hall que la situation est moins tendue, mais l'opinion publique en Angleterre est loin d'être revenue à son calme ordinaire — les armements qui inquiètent tant la France sont dirigés contre un autre ennemi, la Russie, qui vient d'acquiescer un port dans la Mer Rouge, d'après les dernières nouvelles, et ainsi, pourrait non-seulement fermer le passage de la Mer Rouge à la flotte anglaise, mais étendre l'influence russe en Abyssinie.

D'un autre côté, le chemin de fer projeté de Constantinople jusqu'à l'Inde anglaise est en voie d'exécution, et c'est l'Allemagne qui a commencé cette entreprise qui permettrait aux armées turques et allemandes, en quelques jours, de se trouver aux portes de la plus riche possession anglaise.

Rien d'étonnant à ce que l'on continue les armements en Angleterre et que l'on recherche anxieusement des alliés; jusqu'à maintenant, on n'a que l'Amérique et le Japon, et c'est pourquoi la presse anglaise a salué d'un cri de joie la rupture des négociations avec l'Espagne et la revendication des Philippines. Un avenir prochain nous apprendra qui l'emportera de l'Éléphant ou de la Baleine, mais il ne faut pas se dissimuler que la situation est plutôt critique.

Au point de vue socialiste, nous ne pouvons signaler que le discours de Burt, membre ouvrier au Parlement d'Angleterre, protestant contre toute idée de guerre avec la France, mais il prêche dans le désert.

**Italie**

Le gouvernement italien, ruiné et déconsidéré, ne peut plus gagner les subsides de ses alliés qu'en se faisant policier. Le public n'a pas fait assez attention à ce fait pourtant significatif, que tous les auteurs d'attentats dans ces dernières années ont été de prétendus anarchistes italiens, et que les consuls italiens à Genève, pour l'impératrice d'Autriche et à Alexandrie, pour l'empereur d'Allemagne, connaissent d'avance le complot qui menaçait la vie de ces sérénissimes majestés, au point de faire croire qu'ils l'avaient préparé. Le vieux génie conspirateur, qui a toujours distingué l'Italie, revit dans la personne des ministres du roi Humbert.

Ce sera donc l'Italie qui aura l'honneur douteux d'inviter les puissances à une conférence contre l'anarchie, lisez: contre le parti du désordre, les socialistes. Mais avant de commencer le grand œuvre, il fallait anéantir le parti socialiste en Italie et l'on voit que les émeutes de Milan sont venues à point; une fois les députés socialistes sous clef et sous verroux, on pourrait commencer la fête: telle a été la pensée de derrière la tête des successeurs de Crispi.

On continue donc de traquer les socialistes, tandis qu'on ferme les yeux sur les complots anarchistes de peur de vendre la mèche et d'arrêter des agents provocateurs. Le 27 octo-

bre, la fille de Lombroso a été condamnée à trois mois et demi de prison et à 100 francs d'amende, pour un article dans le *Criso del Popolo*; l'éditeur responsable du vaillant journal *Avanti* a été condamné à six mois de prison et à 500 fr. d'amende. Le 2 novembre, on a commencé un nouveau procès contre le même journal.

On dirait que le gouvernement italien préparé une nouvelle émeute, mais la dynastie piémontaise pourrait bien, en se servant des mêmes moyens que ses prédécesseurs, arriver au même résultat, un jour ou l'autre.

**LA PRESSE DU PARTI**

- Le Réveil du Nord** (quotidien), Lille.
- L'Égalité** (quotidien), Roubaix.
- Le Petit Sparnacien** (tri-hebdomadaire), Epernay.
- Le Réveil Social** (hebdomadaire), Bordeaux.
- Le Droit du Peuple** (hebdomadaire), Grenoble.
- Le Réveil des Travailleurs** (hebdomadaire), Troyes.
- Le Socialiste de l'Allier** (hebdomadaire), Montluçon.
- L'Avant-Garde** (hebdomad.), Roanne.
- Le Républicain** (hebdomadaire), Perpignan.
- L'Écho des Deux-Sèvres** (hebdomadaire), Niort.
- La République Sociale** (hebdomadaire), Narbonne.
- La Bataille sociale** (hebd.), Limoges.
- Le Combat** (hebdomadaire), Calais.
- La Montagne** (hebdomadaire), Marseille.
- Journal officiel de la fédération de la région parisienne** (mensuel), Paris.

**LE SOCIALISTE est en vente à Paris**

- Chez M. RICARD, 12, rue des Deux-Ponts.
- Chez M. LECOURTOIS, 42, rue Daubenton.
- Chez M<sup>me</sup> LAMBERT, 35, boulevard des Capucines. Kiosque 11.
- Chez M<sup>me</sup> PAIN (kiosque), au 135, avenue Parmentier angle du Faubourg-du-Temple.
- Chez M<sup>me</sup> V<sup>ve</sup> ALEXANDRE PRESSOIR, 259, rue de Belleville.
- Chez M. PARIZY, 2, rue Gérardo.
- Chez M. BLIN, 120, rue Ménilmontant.
- MAISON DU PEUPLE, 45, rue Balagny.
- Chez M<sup>me</sup> AUDIBERT, 99, rue Montmartre.

Le Gérant : A. DELADERERE.

Paris — Imp. A. Désiré, 25, rue Buffault.

Vient de Paraître

**LE XVII<sup>e</sup> CONGRÈS NATIONAL**

DU

**Parti Ouvrier Français**

TENU

**A MONTLUÇON, du 17 au 20 SEPTEMBRE**

25 centimes LE VOLUME DE 40 PAGES 25 centimes

Port en sus, Cinq centimes

En vente à la Bibliothèque du Parti, 5, rue Rodier, Paris

**Force — Energie — Santé — Vigueur**

**GUÉRISON RADICALE ET PROMPTE**

de Chlorose, Rachitisme, Anémie, Neurasthénie, Lymphathisme, Pâles Couleurs

Demandez dans toutes les Pharmacies

**LE BIOGÈNE**

Fortifiant unique et par excellence du Sang

**NUTRITIF**

des systèmes Nerveux et Osseux

Régulateur des fonctions de l'Estomac et des Voies respiratoires.

PARIS — 253, RUE de BELLEVILLE  
Pharmacie du Progrès

**HORLOGERIE. — BIJOUTERIE — ORFÈVRERIE**

PIÈCES DE COMMANDE

RÉRATIONS EN TOUS GENRES

**CAMILLE FLUKIGER**

EX-ÉLÈVE

DE L'ÉCOLE D'HORLOGERIE DE LA CHAUX-DE-FONDS

17, Avenue de la République  
PARIS

Montre cylindre....	P.O.F homme.	Fr. 12 50
Montre » » »	dame	12 50
Montre ancre acier.	3/8 homme	24 »
Montre » métal 3/8	»	21 »
Montre cylind. acier 3/8	dame	20 »
Montre » métal 3/8	»	18 »
Chaîne métal oxyd.	P.O.F régence	0 75
Chaîne métal oxyd.	P.O.F gilet	1 45
Boutons manchette métal oxyd.	doré, argenté P.O.F	0 75

Conditions spéciales pour les Groupes du Parti

**AVIS AUX FUMEURS**

Demandez dans tous les Bureaux de Tabac :

**LE PAPIER DES 3/8**

DIX CENTIMES LE CAHIER

5 francs le cent. — Franco dans toutes les gares.

A lressez Commandes et Mandats à RENÉ CHAUVIN, 8, Passage Tivoli. — Paris.

**Guérison de la Goutte, Rhumatismes, Cœur, Reins, Foie, par L'ANTI-GOUTTEUX-FÉRON**

« LA FÉRONINE »

DÉPOT: 33, rue Poissonnière et toutes pharmacies. Breveté au Laboratoire à Suresnes, 32, route stratégique (Seine)

Toujours satisfait de l'action prompt et inoffensive de l'Anti-Goutteux-Féron.

Dans tous les cas, je prescris avec avantage l'Anti-Goutteux-Féron.

D<sup>r</sup> BERTRAND \* Médecin en chef de l'Hôpital St-Louis — Châlons.

D<sup>r</sup> GILBIN 45, Rue d'Odessa — Paris.

L'Anti-Goutteux-Féron est un remède précieux, surtout chez les chroniques.

J'apprécie beaucoup l'Anti-Goutteux-Féron.

D<sup>r</sup> BASSET Maire de St-Ouen, Conseiller Général

D<sup>r</sup> RENÉ SIMON 28, Rue des Halles — Paris.

**PASTILLES VOCALES PARISOT**

Les produits entrant dans la composition de ces pastilles sont les véritables spécifiques des cordes vocales et des voies respiratoires

Nos meilleurs orateurs, nos plus grands artistes ne doivent leur succès qu'à l'emploi de ces pastilles (8 à 10 par jour.)

LA BOITE : 2 FRANCS

VAUVILLÉ, pharmacien à Levallois